



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU 17 AU 23 MAI 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 17 au 23 mai 2022

Politiques économiques

L'inflation atteint 6,8% en glissement annuel en avril

Selon les estimations de *Statistique Canada*, l'inflation a atteint 6,8% en avril (par rapport au mois d'avril 2021), un chiffre en légère augmentation par rapport à mars (6,7%). L'institut statistique canadien souligne que cette poursuite de l'inflation est principalement imputable au prix des aliments et du logement, ainsi qu'aux prix de l'énergie. *StatCan* indique par ailleurs que la croissance annuelle du salaire horaire moyen des employés (3,3%) demeure significativement inférieure à la hausse des prix, entraînant une diminution mécanique du pouvoir d'achat des ménages canadiens.

Le Canada souhaite accélérer la coopération sur la cybersécurité au G7

En marge d'une réunion des ministres du Numérique à l'occasion du G7 en Allemagne et dans le contexte de la guerre en Ukraine, le ministre de l'Innovation François-Philippe Champagne a appelé à une réaction rapide des agences de cybersécurité des « *Five Eyes* » (Canada, Royaume-Uni, États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande) et du G7 pour faire face à l'augmentation des risques de cybercriminalité. Le Canada souhaite mettre sur pied un groupe de travail à l'échelle du G7 sur les questions de cybersécurité ; le ministre Champagne souligne en particulier que les sanctions récentes prises contre la Russie ont conduit

à une forte augmentation des risques cyber, notamment en provenance de Russie.

Le gouvernement canadien veut mettre en place un nouveau système de régulation des importations de produits laitiers

La ministre des du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite entreprise et du Développement économique Mary Ng a annoncé qu'Ottawa souhaitait modifier les règles d'importation de produits laitiers en provenance des États-Unis, afin de garantir une « *industrie laitière domestique forte* ». Cette modification intervient après l'arbitrage réalisé début janvier 2022 dans le cadre de l'accord CUSMA-ACEUM (Canada / États-Unis / Mexique), qui n'avait toutefois pas mis un terme aux revendications des professionnels du secteur des deux côtés de la frontière. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande a fait connaître son intention de solliciter un arbitrage face à la partie canadienne dans le cadre du Partenariat transpacifique, estimant que la protection du marché laitier canadien contrevient aux dispositions de cet accord.

Les économistes anticipent un ralentissement du marché immobilier

Après une année 2021 historique, les données récentes de la *Canadian Real Estate Association* (CREA) font apparaître un léger ralentissement du marché immobilier : entre mars et avril, les prix enregistrés à la revente ont en effet baissé de 0,6%, tandis que des baisses plus significatives ont notamment été observées en Ontario (Oakville, London, Cambridge). Rishi Sondhi, économiste en chef de la banque TD, prévoit ainsi une baisse supérieure à 10% d'ici la fin de l'année, un constat également partagé par la banque

BMO. Parmi les raisons avancées, les hausses prévues de taux directeur de la Banque du Canada devraient avoir un effet sur les conditions d'accès au crédit, réduisant mécaniquement la demande de logement.

Le gouvernement a annoncé l'interdiction de l'utilisation des équipements 5G de Huawei au Canada

La décision a été annoncée le 19 mai par les ministres de l'Innovation, Sciences et Industrie et de la Sécurité publique. Elle touche également ZTE, une autre société chinoise en partie détenue par l'État. Les ministres ont invoqué des enjeux de sécurité nationale pour cette décision qui fait suite à un examen approfondi mené par les agences de sécurité canadiennes. Les entreprises canadiennes qui utilisent déjà des composants 5G de Huawei ou ZTE – peu nombreuses selon le ministre de l'Innovation, Sciences et Industrie – devront cesser de les utiliser et les retirer au plus tard le 28 juin 2024, sans compensation. L'ambassade de Chine à Ottawa a réagi au travers d'une déclaration affirmant que la Chine est « préoccupée » et « profondément mécontente » de cette décision.

Entreprises

Orano et Cameco augmentent leur participation dans la mine de Cigar Lake (Saskatchewan)

L'entreprise française Orano Mining, implantée à Saskatoon (Saskatchewan), a annoncé avoir trouvé un accord avec Cameco Corporation (Saskatchewan) pour augmenter leur participation conjointe dans le projet minier de Cigar Lake, dans le nord de la Saskatchewan. La transaction, estimée à environ 80 M CAD (60 M €), va porter la participation d'Orano et Cameco à 40,45% du projet, contre 33% précédemment. Pour rappel, Orano Mining et Cameco sont actionnaires du projet depuis la découverte des premiers gisements, dans les années 80.

Telus annonce des investissements massifs en Alberta

Le 17 mai, l'entreprise de télécoms Telus, l'un des principaux opérateurs pancanadiens avec Bell et Rogers, a annoncé un plan d'investissement massif estimé à près de 70 Md CAD (51,7 Md €) d'ici 2026. Ces investissements doivent permettre la modernisation des infrastructures de réseau et une plus grande efficacité opérationnelle de l'opérateur. Celui-ci devrait concentrer une partie substantielle de ces investissements (17 Md CAD/12,6 Md €) dans la seule province de l'Alberta, des investissements qui devraient apporter plus de 8 000 emplois selon Telus.

Le projet minier de Baffin Island fait face à l'opposition de l'agence environnementale du Nunavut

L'Agence environnementale du territoire du Nunavut (*Nunavut Impact Review Board*) a annoncé qu'elle recommandait l'abandon de l'extension du projet aurifère mené par Baffinland Iron Mines Corp. près de Pond Inlet (Nunavut). Le projet proposé prévoyait de doubler la production annuelle de la mine, de 6 à 12 M de tonnes. L'agence environnementale estime quant à elle que ce projet d'extension pourrait affecter significativement l'écosystème proche, notamment les mammifères marins, les poissons et la végétation. L'agence appelle ainsi le gouvernement à suspendre le projet d'extension.

Les syndicats et la direction de Bombardier Aviation cherchent encore un terrain d'entente

Les employés syndiqués des usines de Dorval et de Saint-Laurent du constructeur Bombardier Aviation ont annoncé leur soutien massif au projet de grève (non-travail des heures supplémentaires) déposé en début de semaine. Les syndicats du constructeur aéronautique estiment que l'offre soumise par la direction (nouvelle convention collective de 3 ans prévoyant des augmentations de salaire de 2,5% sur la 1^{ère} année, puis 2,25% sur les années suivantes) n'était pas satisfaisante. Les négociations doivent se poursuivre en vue de la conclusion d'un accord la semaine prochaine.

La Chine lève l'interdiction d'importation imposée à deux producteurs canadiens de canola depuis 3 ans

En mars 2019, les autorités chinoises avaient décidé de révoquer les licences de Richardson (le plus grand producteur agricole canadien) et Viterra, en raison de nuisibles détectés dans les exportations. Selon les

observateurs, cette décision avait été prise en représailles à l'arrestation de la directrice financière de Huawei fin 2018 au Canada. Le 18 mai, cette interdiction a été levée par Pékin. Avant l'interdiction, la Chine était l'un des principaux marchés pour le colza canadien, le pays absorbant près de 40 % des exportations canadiennes.